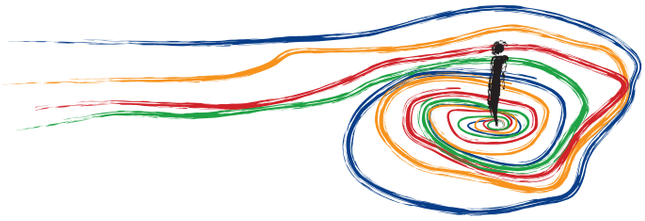


Réduction des risques de catastrophe : bilan mondial 2009

# Risques et pauvreté dans un climat en évolution

## *Investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs*

Nations Unies

A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 1 4/6/09 11:40:43

ISBN 978-92-1-232022-9

© Nations Unies 2009. Tous droits réservés.

Déni de responsabilité :
Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles du Secrétariat des Nations Unies. Les appellations employées et la présentation du matériel n'impliquent, de la part du Secrétariat des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique ou administratif des pays, territoires, villes ou zones qui y sont mentionnés ni quant au tracé de leurs frontières ou périmètres.

Cette publication peut être librement citée à condition d'en mentionner la source.
*Citation :* SIPC (2009) Réduction des risques de catastrophe : bilan mondial. Nations Unies, Genève, Suisse.

*Traduction et correction des épreuves :* Isabelle Fernández et Maryck Nicolas-Holloway
*Conception et mise en page :* Christel Blank, Green Ink (www.greenink.co.uk)
Imprimé par Oriental Press, Manama, Royaume de Bahreïn

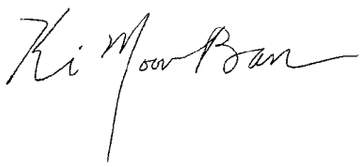
# Prologue

Ce premier *Bilan mondial* de l'action menée en vue de réduire les risques de catastrophe, outre qu'il passe en revue et analyse de manière approfondie les catastrophes naturelles qui menacent l'humanité, présente de nouvelles données impressionnantes sur l'augmentation des risques, les zones concernées et les facteurs qui entrent en jeu. Les risques sont fortement concentrés dans les pays à revenu faible ou intermédiaire et particulièrement ressentis par les populations des zones rurales pauvres et des bidonvilles. Mais il va sans dire que les pays riches ne sont pas à l'abri, comme nous l'ont si tragiquement rappelé les feux de brousse survenus en Australie au début de l'année. De fait, les risques de catastrophe touchent chaque femme, chaque homme et chaque enfant de la planète.

Fondé sur des études minutieuses, le *Bilan mondial* préconise que les pratiques de développement soient radicalement transformées et l'accent résolument mis sur la résilience et la planification en vue des catastrophes. Inondations, sécheresses, tempêtes, séismes, incendies et autres phénomènes, lorsqu'ils se conjuguent à des « facteurs de risque » tels que l'accroissement de l'urbanisation, l'insuffisance de la gouvernance urbaine, la précarité des moyens de subsistance des populations rurales et la dégradation des écosystèmes, peuvent entraîner d'immenses souffrances et des pertes économiques écrasantes. Les risques posés par les changements climatiques et la hausse du niveau des océans ont d'autres implications sérieuses pour la vie que nous mènerons dans un avenir proche.

Si nous ne pouvons empêcher des phénomènes naturels tels que séismes et cyclones de se produire, nous pouvons en limiter les effets. L'ampleur des catastrophes, quelles qu'elles soient, est étroitement liée aux décisions que les citoyens et les pouvoirs publics ont prises — ou n'ont pas prises – avant l'événement. La seule solution est de réduire les risques à titre préventif. Les mécanismes qui n'interviennent qu' après coup, aussi bien pensés et efficaces soient-ils, ne sont jamais suffisants.

Les progrès actuels sont insuffisants pour que nous puissions atteindre, d'ici à 2015, la réduction considérable des pertes dues aux catastrophes prévue par le Cadre d'action de Hyogo et les objectifs du Millénaire pour le développement. Heureusement, nous savons que faire. Le *Bilan mondial*, qui est le fruit d'une collaboration remarquable des entités du système de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, recense tout un éventail de mesures essentielles et présente des données convaincantes qui montrent qu'investir dans la réduction des risques de catastrophe est un moyen économique de protéger les acquis du développement, faire reculer la pauvreté et favoriser l'adaptation aux changements climatiques. Je le recommande à l'attention des décideurs et de tous ceux qui œuvrent à bâtir un monde plus sûr.



Ban Ki-moon
**Secrétaire général des Nations Unies**



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 3 4/6/09 11:40:43

A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 4 4/6/09 11:40:43

# Préface

Les efforts de développement sont soumis à des risques croissants. Économie mondiale chancelante, insécurité alimentaire et énergétique, conflits, changements climatiques mondiaux, écosystèmes sur le déclin, pauvreté extrême et menace de pandémies sont parmi les facteurs qui entravent le progrès vers un meilleur bien-être social et une plus grande stabilité économique dans bon nombre de pays en développement. Comme nous l'a une fois de plus rappelé une série de calamités en 2008, les risques de catastrophe associés aux cyclones tropicaux, aux inondations, aux tremblements de terre, aux sécheresses et autres aléas naturels sont un élément critique de cette myriade de menaces interdépendantes et représentent un défi crucial pour le développement.

Le *Bilan mondial 2009 sur la réduction des risques de catastrophe* se concentre sur ce défi. Il met en évidence les risques de catastrophe, analyse leurs causes et leurs effets, montre qu'il est possible de lutter contre ces causes et recommande des moyens pour le faire. Le message au cœur du Bilan est que la réduction des risques de catastrophe peut fournir le moyen de faire reculer la pauvreté, sauvegarder le développement et favoriser l'adaptation aux changements climatiques et qu'elle peut avoir des effets bénéfiques sur la stabilité et sur la pérennité du monde au sens large.

Le *Bilan mondial 2009 sur la réduction des risques de catastrophe* est la première évaluation mondiale biennale de la réduction des risques de catastrophe préparée dans le contexte de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC). La SIPC, lancée en 2000, sert de cadre pour coordonner les actions menées pour réduire les risques de catastrophe aux niveaux local, national, régional et international. Le Cadre d'action de Hyogo (CAH), approuvé par les États membres des Nations Unies lors de la Conférence mondiale sur la prévention des risques à Kobe, au Japon, en 2005, a engagé tous les pays à déployer des efforts importants pour réduire leurs risques de catastrophe d'ici à 2015. On espère que ce Bilan contribuera à attirer l'attention internationale sur le problème des risques de catastrophe et à renforcer le soutien politique et économique envers la réduction des risques de catastrophe et l'engagement dans ce sens.

Le Bilan est axé sur le corrélat entre les risques de catastrophe et la pauvreté, dans le contexte des changements climatiques à l'échelle mondiale. Tant le risque de mortalité que le risque de pertes économiques sont fortement concentrés dans les pays en développement et affectent les pauvres de ces pays d'une manière disproportionnée. Les impacts des catastrophes ont des effets négatifs et de longue durée sur la pauvreté et le développement humain qui fragilisent la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ce Bilan identifie des facteurs de risque sous-jacents, tels que la précarité des moyens de subsistance des populations rurales, l'insuffisance de la de gouvernance urbaine et la dégradation des écosystèmes, qui établissent des liens entre les risques de catastrophe et la pauvreté. Il révèle aussi en quoi les changements climatiques accroissent l'iniquité de la distribution sociale et territoriale du risque en augmentant les dangers auxquels sont confrontés les pauvres et en exacerbant la pauvreté.

Le Bilan plaide en faveur de l'adoption urgente d'un nouveau paradigme en matière de réduction des risques de catastrophe. Les progrès actuels dans la mise en œuvre du CAH ne sont pas suffisants pour s'attaquer aux facteurs de risque sous-jacents et à la traduction des effets des catastrophes en produits de la pauvreté. Les efforts déployés pour réduire les risques de catastrophe, faire reculer la pauvreté et favoriser l'adaptation aux changements climatiques sont mal coordonnés. Dans le même temps, néanmoins, il existe des approches et des outils novateurs dans des domaines comme la gouvernance urbaine, la gestion des écosystèmes, les moyens de subsistance ruraux durables, le transfert des risques ainsi que des approches aux niveaux local et communautaire qui sont appliqués de manière inédite dans différents secteurs à travers les pays en développement. Le défi identifié par le Bilan consiste à associer et à cibler les cadres d'orientation et de gouvernance en matière de réduction des risques de catastrophe, diminution de la pauvreté et adaptation aux changements climatiques d'une manière qui soit susceptible d'intégrer ces approches locales et sectorielles dans les programmes et



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 5 4/6/09 11:40:43

projets classiques. Non seulement cela facilitera la réalisation du CAH, cela contribuera aussi à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des OMD. Il est aussi important de souligner que cela permettra de donner aux pays les moyens de s'adapter aux changements climatiques mondiaux.

Le *Bilan mondial 2009 sur la réduction des risques de catastrophe* est le fruit d'une collaboration entre les entités du système de la SIPC. Le rapport a été préparé et coordonné par l'ONU/SIPC en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Consortium ProVention, des institutions régionales intergouvernementales et techniques, des gouvernements nationaux, des réseaux de la société civile, des instituts universitaires et beaucoup d'autres partenaires du système de la SIPC. Un certain nombre d'activités menées en parallèle, entreprises sur une période de 18 mois, ont contribué au Bilan :

- Une analyse mondiale des risques de catastrophe a été entreprise ; elle a mobilisé un effort mondial important d'un grand nombre d'instituts scientifiques et techniques. Des innovations méthodologiques de premier plan ont permis de caractériser de manière plus précise les risques de pertes humaines et économiques pour des aléas naturels tels que les inondations, les cyclones tropicaux et les glissements de terrain, d'identifier les principaux facteurs de risque et les tendances émergentes et de commencer à caractériser la résilience économique. Chaque méthode de modélisation des aléas a été passée en revue par un groupe de scientifiques internationaux.
- De même, une analyse des risques de catastrophe au niveau local a été entreprise sur la base d'un vaste effort concerté déployé par un grand nombre d'institutions afin de compiler, mettre à jour et valider les statistiques issues de bases de données nationales sur les catastrophes dans 12 pays. Cette analyse a fait ressortir des tendances et des schémas de risques extensifs de catastrophe, qui affectent de vastes zones et se manifestent comme des pertes fréquentes mais d'une intensité relativement faible. En outre, des recherches empiriques ont été menées afin d'examiner les interactions entre les risques de catastrophe et la pauvreté au niveau local et à celui des ménages.
- Des instituts de recherche internationaux spécialisés ont été chargés de produire une série de dossiers qui ont servi de base à une analyse des facteurs de risque sous-jacents qui configurent le corrélat entre les risques de catastrophe et la pauvreté, dans les contextes ruraux comme urbains.
- Un examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre du CAH a été mené à bien dans 62 pays (recensés fin février 2009) par rapport à 22 indicateurs génériques et 5 niveaux de référence, à partir d'un outil en ligne de « suivi de la mise en œuvre du CAH ». Des examens thématiques des pratiques ont également été préparés pour le Bilan concernant les systèmes d'alerte précoce, les mécanismes financiers, les approches communautaires et locales, la réduction des risques de catastrophe en milieu urbain, la gestion de l'environnement, la gouvernance de la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation aux changements climatiques et les moyens de subsistance durables. D'autres partenaires ont fourni des études de cas et réalisé des examens pratiques sur une vaste gamme de domaines concrets de réduction des risques de catastrophe. Ce processus d'examen a mis en évidence les progrès accomplis par rapport à la mise en œuvre du CAH mais aussi tout un éventail d'approches et de pratiques inédites qui s'attaquent aux facteurs de risque sous-jacents.

Le Bilan a été rédigé pour servir de document de référence lors de la deuxième session de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe qui se tiendra à Genève du 16 au 19 juin 2009. À ce titre, il s'adresse avant tout à des décideurs nationaux dans les pays sujets aux catastrophes et aux organisations internationales et régionales qui soutiennent ces pays.

Si le Bilan aborde le lien qui existe entre les risques de catastrophe et la pauvreté dans le contexte des changements climatiques, son thème premier reste la réduction des risques de catastrophe. Il n'a pas été possible de fournir un examen détaillé des politiques générales, des recherches et des



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 6 4/6/09 11:40:43

pratiques en matière de réduction de la pauvreté et d'adaptation aux changements climatiques ; ce n'était d'ailleurs pas l'intention. Néanmoins, la réduction des risques de catastrophe est un paradigme clé qui permet de s'attaquer à la fois à la réduction de la pauvreté et à l'adaptation aux changements climatiques. L'un des messages pivots de ce Bilan est qu'en s'attaquant aux facteurs sous-jacents de risque de catastrophe, il est possible de réduire la pauvreté et de s'adapter aux changements climatiques.

Le Bilan s'appuie sur les cadres conceptuels et la terminologie élaborés au fil des ans par la communauté de la réduction des risques de catastrophe. Ce point est important sachant que les communautés de la réduction de la pauvreté et du changement climatique attribuent des significations différentes à des termes comme aléas, vulnérabilité, risque et atténuation. Sauf indication contraire, la terminologie employée dans ce Bilan est celle qui figure dans un glossaire récemment publié par l'ONU/SIPC[1]. Le Bilan est présenté dans trois formats différents pour répondre à des publics divers :

Un bref document intitulé **Résumé et recommandations** fournit un tour d'horizon des principales conclusions et recommandations du Bilan à l'intention des gouvernements nationaux, des organisations régionales et internationales ainsi qu'à celle des décideurs de la société civile et du secteur privé.

Le corps du **Bilan** s'articule autour de sept chapitres et fournit des informations techniques destinées aux décideurs, aux professionnels et aux chercheurs du domaine de la réduction des risques de catastrophe :

- Le Chapitre 1 – *Le défi mondial : risques de catastrophe, pauvreté et changements climatiques* fait un tour d'horizon des principaux enjeux politiques abordés dans le rapport.
- Le Chapitre 2 – *Risques de catastrophe à l'échelle mondiale : schémas, tendances et facteurs* présente les conclusions de l'analyse des risques à l'échelle mondiale.
- Le Chapitre 3 – *Déconstruction des catastrophes : schémas de risques et tendances de la pauvreté au niveau local* présente une analyse des données sur les catastrophes et sur la pauvreté au niveau national.
- Le Chapitre 4 – *Au cœur de la question : les facteurs de risque sous-jacents* analyse le rôle que la précarité des moyens de subsistance des populations rurales, l'insuffisance de la gouvernance urbaine, la dégradation des écosystèmes et les changements climatiques mondiaux jouent dans la configuration du risque de catastrophe.
- Le Chapitre 5 – *Examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo* présente une vue d'ensemble et une analyse des rapports d'avancement préparés par les pays, une étude documentaire de l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les stratégies de réduction de la pauvreté et les politiques d'adaptation aux changements climatiques et un examen des progrès accomplis dans des domaines thématiques comme l'alerte précoce.
- Le Chapitre 6 – *Comment aborder les facteurs de risque sous-jacents* identifie et examine les meilleures pratiques pour aborder le lien entre les risques de catastrophe et la pauvreté, notamment la bonne gouvernance urbaine et locale, le renforcement des moyens de subsistance des populations rurales, la gestion des écosystèmes, les mécanismes financiers novateurs et la réduction des risques de catastrophe aux niveaux local et communautaire.
- Le Chapitre 7 – *Investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs* présente les conclusions et les recommandations du Bilan.

Une série d'**Annexes**, ainsi que des documents d'information commandités pour le Bilan, sont disponibles sur le cédérom d'accompagnement et peuvent être téléchargés depuis le site PreventionWeb[2]. Ces documents s'adressent particulièrement aux spécialistes qui souhaitent examiner de façon plus fouillée les questions abordées dans ce rapport. Les données quantitatives utilisées pour produire le Bilan sont également disponibles à partir d'une plateforme mondiale de données sur les risques sur le site PreventionWeb et permettent aux chercheurs d'effectuer leurs propres analyses. Il est espéré que cette initiative encouragera de nouvelles recherches novatrices dont les résultats seront à leur tour intégrés dans de prochaines éditions du Bilan mondial sur la réduction des risques de catastrophe de la SIPC.



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 7 4/6/09 11:40:44

S'il est vrai qu'un volume considérable de données a été réuni pour appuyer les recommandations du Bilan, il convient aussi de souligner les domaines qui n'ont pas été abordés. Des contraintes en termes de données et de méthodologie n'ont pas permis la modélisation du risque de sécheresse et ont empêché de caractériser suffisamment les pertes dans le secteur agricole et les zones rurales. Les données qualitatives tirées des études de cas et les résultats des micro-études empiriques sur les interactions entre les risques de catastrophe et la pauvreté fournissent un aperçu des effets de la sécheresse sur les moyens de subsistance des populations rurales. Toutefois, le risque de sécheresse est un grand absent du rapport, notamment pour des régions comme l'Afrique subsaharienne, où il est associé à des impacts considérables liés aux catastrophes et où il a de profonds effets sur la pauvreté.

Les contraintes statistiques limitent aussi la pertinence globale et la représentativité générale de l'analyse des risques de catastrophe et de la pauvreté au niveau local. Les progrès réalisés dans la compilation des données nationales sur les pertes enregistrées lors de catastrophes se sont essentiellement limités à l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes. De même, dans la plupart des pays, les données relatives à la pauvreté qui comprennent des modules sur les aléas naturels assortis d'un bon niveau de précision à l'échelle locale ne sont que rarement disponibles. De ce fait, les données empiriques qui relient les risques de catastrophe à la pauvreté se limitent à des micro-études émanant de quelques pays désignés. Si ces données en elles-mêmes sont convaincantes, elles n'existent pas en quantité suffisante pour permettre de générer des conclusions comparables entre les pays et régions.

L'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre du CAH se fonde sur les informations fournies par les gouvernements nationaux, en principe par l'intermédiaire de l'organisation ou du point focal chargé de la réduction des risques de catastrophe. Dans cet exercice, il n'a pas été possible de passer en revue de façon systématique les progrès accomplis par les organisations régionales ou internationales ou par d'autres parties prenantes nationales, telles que le secteur privé ou la société civile. Les résultats ne brossent donc pas un tableau complet des progrès accomplis dans chacun des domaines prioritaires du CAH.

Pour finir, ce Bilan est axé sur le lien entre les risques de catastrophe et la pauvreté, dans le contexte des changements climatiques à l'échelle mondiale. Il n'aborde pas en détail les questions liées aux risques de catastrophe dans d'autres secteurs du développement comme la santé, l'éducation, le transport et l'énergie.

Il est espéré que la publication de ce Bilan stimulera une meilleure collecte des données et de nouvelles recherches qui permettront de combler ces lacunes dans les éditions futures du *Bilan mondial de la SIPC sur la réduction des risques de catastrophe*.

## Notes

1 ONU/SIPC, 2009

2 www.preventionweb.net/gar09



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 8 4/6/09 11:40:44

# Remerciements

Le rapport intitulé *Réduction des risques de catastrophe : bilan mondial 2009* est le premier d'une série de rapports biennaux du système de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC). Ce Bilan est le fruit d'une collaboration multipartite entre un grand nombre de partenaires du système de la SIPC qui a débuté en juillet 2007.

L'élaboration du Bilan a été coordonnée par la SIPC/ONU en collaboration avec la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Consortium ProVention, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

La facilitation régionale a également bénéficié du concours d'un certain nombre d'organisations intergouvernementales et de centres spécialisés : l'Union africaine (UA), l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ANASE), la Caribbean Disaster Emergency Response Agency (CDERA), le Centro de Coordinación para la Prevención de Desastres Naturales en América Central (CEPREDENAC), la Ligue des États arabes, l'Organisation des États américains, la Pacific Islands Applied Geoscience Commission (SOPAC), l'Apoyo a la Prevención de Desastres en la Comunidad Andina (PREDECAN) au nom du Comité Andino para la Prevención y Atención de Desastres (CAPRADE) et l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (ASACR). À la fin de février 2009, plus de 62 gouvernements nationaux avaient préparé des rapports d'avancement sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo (CAH)[1].

Le Royaume de Bahreïn, le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR), le PNUD, le PNUE, le gouvernement de Norvège, le gouvernement de Suisse, le Consortium ProVention et la Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (Coopération technique allemande) (GTZ) ont apporté un concours financier qui a contribué à mener à bien la réalisation de ce premier Bilan mondial biennal sur la réduction des risques de catastrophe.

Aux rangs des institutions ayant collaboré à ce bilan figurent : le Centro de Estudios Sociales y Ambientales (CENTRO), Argentine ; l'Institut de la Terre de l'Université de Columbia ; la Corporación Observatorio Sismológico del Sur-Occidente (OSSO), Colombie ; l'Observatoire des inondations de Dartmouth ; Duryog Nivaran ; le Rural Development Policy Institute, Pakistan ; le Cluster de relèvement rapide du Comité permanent inter-agences (IASC) ; la Plate-forme internationale de remise en état et de relèvement (IRP) ; Earthquakes and Megacities Initiative (EMI) ; la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO) ; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; le Centre mondial de surveillance des incendies ; le Grupo de Análisis para el Desarrollo, Pérou ; la Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) ; l'Institute of Development Studies (IDS), Royaume-Uni ; la Commission intergouvernementale océanographique ; la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) ; l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), Royaume-Uni ; l'Union internationale des télécommunications ; la National Society of Earthquake Technology, Népal ; l'Institut géotechnique de Norvège ; le Sistema Integrado de Indicadores Sociales del Ecuador, Équateur ; le Stockholm Resilience Centre ; les bureaux de pays du PNUD pour l'Inde, l'Iran, le Mexique, le Népal et le Sri Lanka ; le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ; le Bureau de l'ONU de la coordination des affaires humanitaires (UN OCHA) ; le Programme des applications satellite opérationnelles des Nations Unies (UNOSAT) ; l'Université des Nations Unies ; le United States Geological Survey (USGS) ; la Universidad Nacional Autónoma de México ; l'Université du Cap ; l'Université d'Oxford ; le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'élaboration de ce Bilan s'est déroulée sous la surveillance et les conseils du Président du système de la SIPC et du Conseil de contrôle de gestion de la SIPC, M. John Holmes.

Le lancement mondial du Bilan a été coordonné par le Bureau des Coordonnateurs résidents des Nations Unies à Bahreïn et par le ministère des Affaires étrangères du Royaume de Bahreïn, en collaboration avec, entre autres, les bureaux régionaux de l'OMM et du PNUE, le Centre d'information des Nations Unies à Bahreïn ainsi que le bureau de l'ONU/SIPC pour l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Nord.

## Équipe ONU/SIPC

La préparation du Bilan a été coordonnée et supervisée par une équipe de l'ONU/SIPC à Genève : Andrew Maskrey (coordonnateur et auteur principal), Shefali Juneja (coordonnatrice de la notification des progrès réalisés dans la mise en œuvre du CAH et co-auteure), Pascal Peduzzi (coordonnateur de l'analyse mondiale des risques et co-auteur) et Carolin Schaerpf (assistante de rédaction). Ce Bilan a bénéficié des précieux conseils de Margareta Wahlstrom, Salvano Briceno et Helena Molin-Valdes.

Les bureaux régionaux de l'ONU/SIPC ont coordonné la notification des progrès dans la mise en œuvre du CAH à l'échelle régionale et nationale : Seth Vordzorgbe, Pedro Basabe, Rhea Katsanakis et Helene Lafferty (pour l'Afrique) ; Jerry Velasquez, Angelika



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 9 4/6/09 11:40:44

Planitz, Madhavi Ariyabandu et Abhilash Panda (pour l'Asie et le Pacifique) ; Paola Albrito (pour l'Europe) ; Dave Zervaas, Haris Sanahuja et Jennifer Guralnick (pour l'Amérique latine et les Caraïbes) ; Mostafa Mohaghegh, Luna Abu Swaireh, Osama Hamad, Mohamed Sadatinejad et Goulsara Poulatova (pour l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Nord).

Craig Duncan, Sujit Mohanty, Sylvain Ponserre, Joel Margate, Simonetta Consorti et Sarah Wade-Hutman de l'Unité de gestion des informations ont appuyé la conception et le déploiement de l'outil de surveillance en ligne du CAH et d'autres services en ligne sur le site PreventionWeb. Mario Barrantes de l'Unité de plaidoyer et de coordination a formulé des recommandations sur la conception et la mise en page du rapport et Brigitte Leoni a piloté la stratégie de communications et des médias. L'équipe sait également gré au soutien que lui ont accordé des collègues de l'Unité de l'administration et des finances de l'ONU/SIPC : Christine Alessi, Stéphanie Boubault, Sam Hammond et Xiaoqing Yu et à l'aimable contribution de Danielle Widmer et Minhye Park (stagiaires).

## Appui à la coordination

L'appui à la coordination pour certains éléments spécifiques du Bilan a été assuré par : Maxx Dilley, Carlos Villacis et Julio Serje (Bureau du PNUD pour la prévention des crises et le relèvement (BCPR) Programme mondial d'identification des risques (GRIP)) ; Nescha Teckle, Sanny Jegillos et Rajesh Sharma (Centre régional du PNUD à Bangkok) ; Luis Felipe López-Calva et Jesus Eduardo Ortiz (Bureau régional du PNUD pour l'Amérique latine et les Caraïbes) ; Angeles Arenas (PNUD/BCPR Panama) ; Saroj Jha, C.y. Núñez-Ollero, Uwe Deichmann, Alejandro De la Fuente et Henrike Brecht (Banque mondiale) ; Glenn Dolcemascalo et Anantha Durraiappah (PNUE) ; Maryam Golnaraghi et Jean-Baptiste Migraine (OMM) ; Margaret Arnold et Ian O'Donnell (Consortium ProVention) ; Andrés Velásquez, Cristina Rosales, Nayibe Jiménez et Natalia Diaz (Corporación OSSO) ; Badaoui Roubhan (UNESCO) et Alberto Aquino (GTZ).

## Co-auteurs des différents chapitres

Felipe Baritto, Werner Corrales, Mark Davies, Uwe Deichmann, Stefan Dercan, Stephen Devereux, David Dodman, Anantha Durraiappah, Alejandro de la Fuente, Jorgelina Hardoy, Milton von Hesse, Allan Lavell, Jennifer Leavy, Luis Felipe López-Calva, Tanya Miquelena, Tom Mitchell, Ian O'Donnell, Gary Peterson, Fernando Ramirez, Aromar Revi, Cristina Rosales, Rachel Sabates-Wheeler, David Satterthwaite, Julio Serje, Thomas Tanner et Andrés Velásquez.

## Collaborateurs aux différents chapitres

Mohamed Abchir, Ali Ardalan, Madhavi Ariyabandu, Javier Baez, Djillali Benouar, Abdul Bashir, Adriana Bonilla, Bob Breckenridge, Alonso Brenes, Octavia de Cádiz, Carla Calero, Alejandra Celis, Bruno Chatenoux, Hy Dao, Andrea De Bono, Natalia Diaz, Amod Dixit, Ricardo Fort, Gregory Giuliani, Manuel Glave, Sylfest Glimsdal, Christian Herold, Vishaka Hidellage, Nayibe Jiménez, Hossein Kalali, Bjorn Kalsnes, Joanna Kamiche, Victoria Kianpour, Kamal Kishore, Oddvar Kjekstad, Art Lerner-Lam, Finn Løvholt, Brad Lyon, Darshini Mahadevia, Rosario Maldonado, Ananda Mallawantri, Elizabeth Mansilla, Vilentia Mara, S.M.F. Marikar, Saeed Mirzamohammadi, Andrea Molina, Frederic Mouton, Maria Muniz, Zubair Murshed, Farrokh Nadim, Lizardo Narvaez, Daniel Paz Fernández, Ernesto Pérez de Rada, Robyn Pharaoh, Seeta Prabhu, Liana Razafindrazay, Silvia de los Rios, Eduardo Rodríguez-Orregia, Cristina Rosenberg, Indhira Santos, Helge Smebye, Jean-Luc Tonglet, Catherine de la Torre, Rodolfo de la Torre, Jim Verdin, Kristin Verdin et Natalia Zamora.

## Réviseurs

Plus de 70 réviseurs ont formulé des commentaires sur l'avant-projet de ce Bilan, y compris des membres du personnel de l'ONU/SIPC, des auteurs, collaborateurs et institutions partenaires. En outre, nous souhaiterions exprimer notre reconnaissance à Omar Dario Cardona, Jeremy Collymore, Terry Jeggle, Namsuk Kim, Marcus Oxley, Johan Schaar et Cecilia Ugaz, pour leurs avis impartiaux et leurs précieux conseils. Nous adressons nos vifs remerciements à David Satterthwaite.

Les évaluations scientifiques par des pairs des modèles d'aléas mondiaux ont été coordonnées par Maryam Golnaraghi et Jean-Baptiste Migraine (OMM) pour les cyclones tropicaux, les inondations et les sécheresses et par Juliana Chaves Chaparro, Takashi Imamura et Badaoui Rouhban (UNESCO) pour les glissements de terrain, les tremblements de terre et les tsunamis. Parmi les réviseurs figuraient Linda Anderson-Berry, Jim Davidson, Koji Kuroiwa, Woo-Jin Lee et Taoyong Ping pour les cyclones tropicaux ; Wolfgang Grabs, Zhiyu Liu et Ayinash Tyagi pour les inondations ; Orivaldo Brunini, Simone Orlandini, Harlan D. Shannon, Mannaya Sivakumar, Robert Stefanski et Mark Svoboda pour les sécheresses ; Nicola Casagli, Lynn Highland, Dwikorita Karnawati, Kyoji Sassa et Alexander Strom pour les glissements de terrain ; Mihail Garevski, Giuliano Panza, Avi Shapira et Kunihiko Shimazaki pour les tremblements de terre ; et enfin Jörn Behrens, Kenji Satake, Stefano Tinti et Alfred Wegener pour les tsunamis.

Les remerciements adressés aux co-auteurs et collaborateurs des différents chapitres sont présentés au début de chaque chapitre.

## Note

1 Voir l'Annexe 3 pour obtenir la liste des pays ayant soumis un rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du CAH.



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 10 4/6/09 11:40:44

# Table des matières

**Prologue** iii
**Préface** v
**Remerciements** ix

**Chapitre 1** **Le défi mondial : risques de catastrophe, pauvreté et changements climatiques** 1
Une autre série de catastrophes 3
1.1 Risques de catastrophe intensifs et extensifs 3
1.2 La configuration des risques de catastrophe 5
1.3 Le lien entre pauvreté et risques de catastrophe 6
1.3.1 Au niveau mondial 6
1.3.2 Au niveau local 7
1.4 Interprétation du lien entre pauvreté et risques de catastrophe 8
1.4.1 Traduction de la pauvreté en risques de catastrophe 8
1.4.2 Des risques de catastrophe aux conséquences en termes de pauvreté 10
1.5 Changements climatiques mondiaux 11
1.6 Des risques mondiaux imbriqués 12
1.7 Réduction des risques de catastrophe et de la pauvreté dans un contexte de changements climatiques mondiaux 13
1.7.1 Progrès réalisés vers la réduction des risques de catastrophe 14
1.7.2 S'attaquer aux facteurs de risque sous-jacents 15
1.7.3 Le chaînon manquant 16
1.8 Comment aller de l'avant 16

**Chapitre 2** **Risques de catastrophe à l'échelle mondiale : schémas, tendances et facteurs** 19
Introduction 21
2.1 Méthode et données 22
2.2 Risques de catastrophe liés aux phénomènes météorologiques 28
2.2.1 Les cyclones tropicaux 28
2.2.2 Les inondations 34
2.2.3 Les glissements de terrain 39
2.3 Autres aléas 42
2.3.1 Les tremblements de terre 42
2.3.2 Les sécheresses 47
2.3.3 Les tsunamis 49
2.3.4 Les incendies de forêt et autres feux de biomasse 51
2.4 Identification des aléas multiples et des risques 53
2.4.1 Risques d'aléas multiples 53
2.5 Tendances des risques de catastrophe au niveau mondial 55
2.5.1 Risques, exposition et vulnérabilité 55
2.5.2 Les aléas augmentent-ils ? 56
2.6 Résilience économique, vulnérabilité et obstacles au développement dans les pays en développement 57



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 11 4/6/09 11:40:45

**Chapitre 3** **Déconstruction des catastrophes : schémas de risques et tendances de la pauvreté au niveau local** **63**
Introduction 65
3.1 Données et méthode 66
3.2 Pertes signalées, aléas et catastrophes 68
3.3 Schémas des risques extensifs et intensifs 69
3.4 Les coûts des risques extensifs 71
3.5 Tendances sous-jacentes des risques 72
3.5.1 Risques extensifs liés aux phénomènes météorologiques 72
3.6 Interprétation de la tendance 75
3.6.1 Meilleure notification des catastrophes et un biais dans les données ? 75
3.6.2 Variabilité et changements climatiques 76
3.6.3 Urbanisation, changements environnementaux et occupation territoriale 76
3.7 Interactions entre les catastrophes et la pauvreté au niveau local 82
3.7.1 Difficultés relatives aux données et à la méthodologie 82
3.7.2 Biens, pauvreté et risques de catastrophe 83
3.7.3 Pauvreté, exposition et vulnérabilité : la disparité dans la distribution de la survenance des catastrophes et des pertes associées 85
3.7.4 Impacts des catastrophes et conséquences en termes de pauvreté 86

**Chapitre 4** **Au cœur de la question : les facteurs de risque sous-jacents** **91**
Introduction 93
4.1 Moyens de subsistance des populations rurales 93
4.1.1 Moyens de subsistance des populations rurales et pauvreté 94
4.1.2 Exposition et vulnérabilité élevées aux aléas météorologiques et faible résilience face aux pertes 95
4.1.3 Les pertes dues aux catastrophes se répercutent sur la pauvreté 96
4.1.4 Revenu non agricole et protection sociale 98
4.1.5 Risque de mortalité suite aux catastrophes dans les zones rurales pauvres 99
4.2 Gouvernance urbaine et locale, pauvreté et risques de catastrophe 101
4.2.1 De la pauvreté au risque 102
4.2.2 Impacts des catastrophes et conséquences sur la pauvreté 107
4.2.3 L'urbanisation des risques dans les économies rurales 109
4.3 Dégradation des écosystèmes 112
4.4 Changements climatiques mondiaux 115

**Chapitre 5** **Examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo** **121**
Introduction 123
5.1 Un aperçu mondial 126
5.2 Progrès dans la mise en œuvre du Cadre d'Action de Hyogo 129
5.2.1 Priorité d'action 1 du cadre de Hyogo – Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide 129
5.2.2 Priorité d'action 2 du Cadre de Hyogo – Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce 131



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 12 4/6/09 11:40:45

5.2.3 Priorité d'action 3 du Cadre de Hyogo – Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de sécurité et de résilience à tous les niveaux 134
5.2.4 Priorité d'action 4 du cadre de Hyogo – Réduire les facteurs de risque sous-jacents 137
5.2.5 Priorité d'action 5 du cadre de Hyogo – Renforcer la préparation en prévision des catastrophes afin de pouvoir intervenir efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent 141
5.3 Facteurs de progrès 144
5.4 Réduction de la pauvreté 145
5.5 Adaptation aux changements climatiques 147
5.5.1 Interactions existantes entre pratiques et politiques 148
5.5.2 Ressources et mécanismes de mise en œuvre 149
5.5.3 S'adapter aux changements climatiques ou s'adapter à la pauvreté ? 150

**Chapitre 6 Comment aborder les facteurs de risque sous-jacents 153**
Introduction 155
6.1 Renforcement des moyens de subsistance 156
6.1.1 Gestion des ressources naturelles 156
6.1.2 Développement des infrastructures et prestation de services de base 157
6.2 Partenariats pour la gouvernance urbaine et locale 160
6.2.1 Bonnes pratiques de gouvernance urbaine et locale 161
6.2.2 Décentralisation, démocratie locale et société civile 162
6.3 Financement novateur pour la gestion des risques de catastrophe 164
6.3.1 Microfinance 164
6.3.2 Microassurance 165
6.3.3 Assurance des récoltes indexée sur la météorologie 166
6.3.4 Pools contre les catastrophes 167
6.4 Gestion des services écosystémiques 170
6.4.1 Approches de la gestion des écosystèmes 170
6.4.2 Gouvernance environnementale 172
6.4.3 Planification intégrée 172
6.4.4 Aires protégées 172
6.4.5 Technologie environnementale 173
6.4.6 Paiement des services écosystémiques 173
6.5 Approches communautaires et locales en matière de réduction des risques de catastrophe 174
6.5.1 L'émergence d'approches communautaires et locales 174
6.5.2 Pourquoi l'engagement communautaire et local est important 175
6.5.3 La GRC-C et la GRC-L dans la pratique 176
6.5.4 Limites et potentiel de la GRC-C et de la GRC-L 177

**Chapitre 7 Investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs 181**
Le défi 183
7.1 Une action urgente s'impose 183
7.2 Une action mondiale pour réduire les risques 186
7.2.1 Atténuation des effets des changements climatiques 186
7.2.2 Politique commerciale et développement de la production 187



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 13 4/6/09 11:40:45

7.3 Cadres d'orientation pour un développement propice à la réduction des risques 187
7.3.1 Il est possible de s'attaquer aux facteurs sous-jacents de risque 187
7.3.2 Saisir l'occasion de réduire les risques 188
7.3.3 Gouvernance urbaine et locale 188
7.3.4 Renforcer les moyens de subsistance des populations rurales 188
7.3.5 Mettre en valeur les services écosystémiques 189
7.3.6 Protection sociale ciblée pour les plus pauvres et les plus vulnérables 189
7.4 Une approche fondée sur des partenariats 189
7.5 Gouvernance efficace pour la réduction des risques 190
7.5.1 Suivi des aléas et information sur les risques 191
7.5.2 Incorporer l'analyse des coûts et des avantages dans les investissements publics 191
7.5.3 Veiller à la mise en œuvre 192
7.5.4 Amélioration des systèmes d'alerte précoce 192
7.5.5 Transfert des risques et mécanismes financiers 192
7.6 Investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs 193
7.6.1 Investissement dans le développement propice à la réduction des risques 193
7.6.2 Incorporer la réduction des risques 194
7.6.3 Cadre de gouvernance pour la réduction des risques 195

**Sigles et acronymes 199**
**Tableau synoptique du risque de mortalité 201**
**Références 207**

Des annexes et des documents de référence en complément de ce Bilan figurent sur le cédérom joint et sont également disponibles sur PreventionWeb : www.preventionweb.net/gar09



A_FR_Prelims-proof2_03062009.indd 14 4/6/09 11:40:45